

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

Lille, le 31/05/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

GALLOO PLASTICS

1 Avenue du Port Fluvial
59250 Halluin

Références : Inspection du 28/05/2024

Code AIOT : 0007002868

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement GALLOO PLASTICS implanté 1 Avenue du Port Fluvial 59250 Halluin.

La visite fait suite à des résultats de rejets dans l'air des extrudeuses non conformes en particulier sur les composés organiques volatils (COV).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO PLASTICS
- 1 Avenue du Port Fluvial 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007002868 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

Créée en 1997, la société Galloo Plastics est spécialisée dans le recyclage des polymères. Après avoir implanté une unité pilote en Belgique pour commencer son activité, elle s'est installée à l'échelle industrielle dans la commune d'Halluin depuis 2000. Son activité consiste au recyclage de matières

plastiques concassées et purifiées provenant des biens de consommation (automobile, électroménager, équipements électriques et électroniques en fin de vie, etc.). Dans un premier temps, le site procède à une préparation de la matière entrante par triage, broyage et lavage. Ensuite, il produit par extrusion, des matières premières plastiques sous forme de granulés qui sont réutilisés dans les secteurs de l'automobile, de l'horticulture, du bâtiment, etc. L'entreprise fonctionne 11 mois sur 12 (4 semaines d'arrêt sont consacrées à la maintenance des installations). Les horaires de travail du site sont étalés du lundi 5h00 au samedi 21h00, avec 3 postes de production (5h00-13h00, 13h00-21h00, 21h00-05h00) en 4 équipes de 4 personnes. La production annuelle de Galloo Plastics est de l'ordre de 20 000 tonnes de matières plastiques recyclées. Le site est initialement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27/01/2000 pour l'exploitation d'une usine de recyclage de polymères. Suite à une extension du site, les prescriptions réglementaires ont été reprises au travers de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29/07/2010. Le site est soumis à autorisation pour les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : • 2714.1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 pour une quantité annuelle de 90 000 tonnes; • 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux correspondant au broyage, au triage et à l'extrusion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets air

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 29/07/2010, article 3.2.1	Demande d'action corrective	3 Mois
2	Débit et vitesse de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 3	Demande d'action corrective	3 Mois
3	Valeurs limites de rejets en concentration	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 4	Demande d'action corrective	3 Mois
4	Valeurs limites de rejets en flux	Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 5	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Autosurveillance des rejets air	Arrêté Préfectoral du 29/07/2010, article 9.2.1.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Cette inspection fait suite aux dépassements récurrents des valeurs limites de rejets dans l'air, en particulier de composés organiques volatils (COV).

Il a été noté que pour remédier aux non conformités de ses rejets air, l'exploitant met en place une nouvelle installation de traitement qui permettra de réduire :

- les émissions de poussières par lavage des gaz ;
- mais aussi et surtout les émissions de COV par un traitement sur charbon actif.

Les travaux sont en cours et l'exploitant s'est engagé à les achever au plus tard le 31 août 2024.

Au regard de cet engagement, des bons de commandes de matériels qui le confirment et des travaux constatés sur le terrain, il n'est pas proposé de mettre l'exploitant en demeure et de ne pas donner suite aux propositions d'arrêté de mise en demeure issues des inspections du 20/10/2022 et du 21/03/2023. A défaut de mise en conformité au 31/08/2024, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2010, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques Air

Prescription contrôlée :

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Constats :

Les aspirations se font sur les extrudeuses, en plusieurs points, qui sont regroupés et convergent vers la cheminée 1.

Les rapports référencés "rapport n°NPCP230066-23-13-R0" du 14/04/2023 et "rapport n°NPCP240056-24-5-R0" du 18/03/2024 du laboratoire agréé pour les prélèvements inopinés diligentés par la DREAL font état d'une non conformité à la norme NF 44-052 identifiant des brides non normalisées.

Lors de l'inspection, l'exploitant a exposé ses travaux (en cours) visant à installer un système de traitement des rejets de ses extrudeuses (cf. points de contrôle suivants).

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté :

- qu'un conduit d'aspiration n'était plus emboîté au niveau du point de captation de l'une des extrudeuses,
- la présence partielle du nouveau réseau d'aspiration (travaux en cours),
- la présence d'une nouvelle cheminée (travaux en cours), munie de trappes de prélèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera :

- à bien remboîter le conduit d'aspiration au niveau d'une des extrudeuses,
- à s'assurer de la conformité à son arrêté (et donc à la norme) de sa future cheminée que ce soit en termes de hauteur (10 m) que de réalisation de prélèvements.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Débit et vitesse de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 3

Thème(s) : Risques chroniques Air

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 3.2.3 – Conditions générales de rejet – de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2010 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant : Hauteur en m : 10

Diamètre en m : 0,4

Débit nominal en Nm³/h : 12 000 – 14 000

Vitesse mini d'éjection 5 m/s

Constats :

S'agissant des contrôles inopinés diligentés par l'Inspection, les rapports du laboratoire agréé (cf. réf point de contrôle n°1) font état des résultats suivants :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit (Nm ³ /h)	Vitesse mini d'éjection en m/s
Valeur limite	10	0,4	12000 - 14000	5
Mesure 2023	/	/	9367	14,8
Mesure 2024	/	/	7373	11,7

Les vitesses d'éjection supérieures aux valeurs de ce même tableau sont conformes et permettent d'assurer une bonne dilution des effluents.

Le débit de rejet est quant à lui variable car il dépend de la marche des extrudeuses qui ne fonctionnent pas toutes en même temps.

Ces valeurs sont confirmées par l'autosurveillance de l'exploitant.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 3 : Valeurs limites de rejets en concentration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 4

Thème(s) : Risques chroniques Air

Prescription contrôlée :

Le troisième alinéa de l'article 3.2.4 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques – de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2010 susvisé est supprimé (« à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous »).

Le tableau de l'article précité est supprimé et remplacé par le tableau suivant ;

Concentrations instantanées en mg/Nm³

Conduit n°1 :

Poussières : 40

COVNM : 50

Styrène : 15

Benzène : 18

Formaldéhyde : 19

Constats :

Les rapports de contrôle du laboratoire agréé (cf. réf point de contrôle n°1) font état des résultats suivants :

Paramètre	Valeur limite (en mg/Nm ³)	Mesure 2023 (en mg/Nm ³)	Mesure 2024 (en mg/Nm ³)
Poussières	40	35,93	3,48
COVNM	50	132	124
Styrène	15	0,823	0
Benzène	18	0,016	0
Formaldéhyde	19	0,101	0,031

Les rejets en concentration en COVnm ne sont donc pas conformes.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté ses résultats d'autosurveillance. Ses rapports annuels montrent également des dépassements importants des valeurs limites de rejets pour les COVnm en 2022 et 2023 : respectivement 160 et 287 mg/Nm³ et 1,51 et 2,0 kg/h.

Une mesure de PCDD/F DL a été réalisée par l'exploitant en 2021. Elle montre une concentration de 0,0032 ng/Nm³ pour une valeur de référence de 0,1 ng/Nm³.

L'exploitant indique que l'extrusion (T>200°C) conduit à relarguer les COV contenus dans la matière.

Quatre extrudeuses sont actuellement exploitées sur le site (la 5ème est en arrêt prolongé) : 3

extrudeuses dans le hall C et une dans le D.

Les points de captation des COV sont rassemblés et dirigés vers la cheminée 1.

L'exploitant a présenté les travaux en cours pour mettre en conformité ses rejets (COV) :

- mise en place d'un système de lavage des fumées des extrudeuses,
- mise en place d'un traitement sur charbon qui sera remplacé une fois saturé. Il est prévu 3 à 4 changements de filtres par an. L'exploitant prévoit un suivi régulier du taux de COV en cheminée pour surveiller cette saturation. Une surveillance de la température du filtre est prévue avec possibilité de by-pass en cas de problème (risque incendie).

Les installations sont en cours de montage (système d'aspiration et de collecte). Elles seront opérationnelles fin août 2024 comme s'y est engagé l'exploitant (cf. courriel du directeur du site reçu le 30/05/2024 suite à l'inspection).

Des tests avaient été réalisés pour permettre de dimensionner et garantir l'efficacité du système.

Vu le bon de commande passée auprès de Deltaneu le 20/07/2023 pour l'installation de la nouvelle captation et le lavage des gaz.

Vu le bon de commande passée auprès de Desotec le 20/07/2023 pour l'installation d'un filtre à charbon actif.

Vu le plan de dimensionnement du prestataire.

Vu les travaux en cours lors de la visite terrain : nouveau réseau aéraulique, nouvelle cheminée de rejets, embase mise en place pour le traitement par charbon actif.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 4 : Valeurs limites de rejets en flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/06/2022, article 5

Thème(s) : Risques chroniques Air

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 3.2.5 – Quantités maximales rejetées - de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 2010 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau suivant : Flux (en kg/h)

Conduit N° 1 :

Poussières : 0,13

COVNM : 0,7

Styrène : 0,05

Benzène : 0,08

Formaldéhyde : 0,08

Constats :

Les rapports de contrôle du laboratoire agréé (cf. réf point de contrôle n°1) font état des résultats suivants :

Paramètre	Valeur limite (en kg/h)	Mesure 2023 (en kg/h)	Mesure 2024 (en kg/h)
Poussières	0,13	0,34	0,03
COVNM	0,7	1,5	1,5
Styrène	0,05	0,008	0
Benzène	0,08	0,0002	0
Formaldéhyde	0,08	0,001	0,0002

Les flux de COVnm rejetés mesurés lors des contrôles inopinés ne sont donc pas conformes en 2023 et 2024. L'autosurveillance de l'exploitant confirme ces non-conformités (cf. point de contrôle précédent)

Le flux de poussières rejetées n'était pas conforme en 2023 mais est redevenu conforme en 2024 grâce à une optimisation du fonctionnement des machines selon l'exploitant.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 Mois

N° 5 : Autosurveillance des rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2010, article 9.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques Autosurveillance rejets air

Prescription contrôlée :

Autosurveillance par mesure des rejets atmosphériques

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Rejet n°1 (extrudeuses)

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (Oui / non)	Méthodes d'analyses
Débit	Semestrielle	Non	Cf. Titre 10
Poussières	Semestrielle	Non	Cf. Titre 10
COVNM	Semestrielle	Non	Cf. Titre 10
Formaldéhyde	Semestrielle	Non	Cf. Titre 10
Benzène	Semestrielle	Non	Cf. Titre 10
Styrène	Semestrielle	Non	Cf. Titre 10

Lors des prélèvements le fonctionnement des installations doit être représentatif du fonctionnement habituel, les quantités de produits traitées et leur nature doivent être annexées aux résultats.

L'exploitant détermine chaque année (au 1er janvier) les données du fonctionnement cumulé et les flux émis.

[...]

Constats :

L'exploitant réalise un contrôle par an. Il est complété par le contrôle inopiné de l'inspection pour respecter la fréquence semestrielle. Vu les rapports de contrôle du 09/12/2021 (débit, COV, benzène, styrène, formaldéhydes, poussières et PCDD/F DL) et du 25/04/2023 (débit, COV, benzène, styrène, formaldéhydes, poussières). Pas d'autosurveillance en 2022.

Le contrôle 2024 a été fait début mai. Au jour de l'inspection, les résultats n'étaient pas encore connus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à respecter strictement la périodicité de mesure semestrielle.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :